



social-santé-hôpitaux-grèves-syndicats-services,LEAD Grève aux urgences: 65 services touchés, journée nationale le 6 juin

ATTENTION - ajoute journée nationale et plateforme de revendications communes ///

Paris, 25 mai 2019 (AFP) - Quelque 200 personnels des urgences hospitalières de 33 villes se sont réunis samedi à Paris pour la première fois depuis le début, mi-mars, du mouvement de grève qui touche à présent 65 services en France, selon le collectif Inter-Urgences.

Cette première assemblée générale a décidé d'une journée nationale de manifestation à Paris le 6 juin et s'est accordée sur une plateforme de revendications communes: arrêt des fermetures de lits, hausse des rémunérations de 300 euros net et augmentation des effectifs, a précisé ce collectif de soignants de l'AP-HP (Assistance publique - Hôpitaux de Paris), soutenu par les syndicats CGT, SUD et FO.

Cette plateforme doit être votée en région d'ici mercredi.

Un comité national de grève comprenant le collectif, des représentants des régions et un front syndical majoritaire constitué par la CGT, FO et SUD doit être formé.

Le mouvement, débuté le 18 mars à l'hôpital Saint-Antoine à Paris après "l'agression de trop" contre un soignant, a essaimé dans une vingtaine de services d'urgences de l'AP-HP ainsi qu'en régions, et touche aujourd'hui "plus de 10% des services d'urgences en France", selon Hugo Huon, membre du collectif.

Les témoignages se sont succédé samedi à la tribune barrée d'une grande banderole "donnez-nous les moyens d'être humains", à la Bourse du travail.

Toulouse, Angers, Aix, Nantes, Valence, Strasbourg, Toulouse... Partout, les soignants dénoncent un nombre de passages croissant aux urgences, des heures d'attente, des patients "stockés" dans les couloirs, des personnels épuisés.

"Ça fait trop longtemps que nous bricolons au jour le jour", souligne Christophe, aide-soignant à Nantes.

Des grèves sporadiques avaient déjà éclaté dans de nombreux services en 2018 et début 2019 comme à Strasbourg ou Lille, sans réussir à fédérer.

L'enjeu pour les participants à cette première assemblée générale est de structurer le mouvement pour faire front commun face au ministère de la Santé, mais aussi de l'élargir aux médecins urgentistes et aux autres services hospitaliers.

Les déclarations de la ministre Agnès Buzyn devant l'Assemblée nationale mercredi évoquant "une désorganisation" des urgences à laquelle répond la réforme actuelle du système de santé ont ulcéré les personnels, pour lesquels la pénurie est structurelle tant en personnels qu'en nombre de lits.

Dans un courrier daté du 21 mai, le président de Samu-Urgences de France, François Braun, estimait que les "structures de médecine d'urgence (service des urgences, Samu-Centre 15, Smur) sont à un point de rupture jamais atteint" et appelait l'ensemble des personnels "à arrêter symboliquement le travail le mardi 28 mai à midi, pendant 5 minutes, et à se regrouper devant leur service".

Selon un rapport du Sénat de 2017, les urgences ont vu leur fréquentation doubler en 20 ans, avec près de 21 millions de passages enregistrés en 2016.

mpf/bfa/spe

2019/05/25 18:12:33 GMT+02:00

#556196 DGTE 0885 AWD07 (4) AFP (448 words)